

# APPRENDRE DES CONFLITS

**À** la fin du siècle des communications et de la technologie, la société internationale n'a pas encore trouvé la façon de stopper la spirale de violence et de destruction qui accompagne la plupart des conflits contemporains, et d'agir avec rapidité pour les régler de manière positive, tout en les orientant vers des voies de solution. La nature interne des conflits d'aujourd'hui, leur caractère intra-étatique et le poids de facteurs non militaires, comme les différences ethniques, religieuses ou culturelles dans leur genèse et leur développement impliquent que les vieux systèmes de régulation ou d'intervention ne soient pas actuellement les plus appropriés et qu'ils provoquent une certaine paralysie dans la manière de faire face à ces conflits. Des drames comme ceux de Somalie et du Rwanda nous ont montré de plus l'immaturation des mécanismes internationaux pour agir préventivement sur le terrain humanitaire et en même temps pour collaborer sur les aspects politiques des conflits. De ce point de vue, les années quatre-vingt-dix ont servi de moment de réflexion et de test pour renforcer le rôle que peuvent jouer les institutions internationales dans la prévention et le règlement des conflits –en particulier depuis les Nations Unies– et pour doter l'humanité de systèmes d'alerte immédiate (early warning) qui permettent de traiter les situations de tension dès les premiers moments, en partant de leurs origines. Si les conflits ne peuvent être évités, il faut au moins tirer les leçons qui aident à en éviter la répétition ou à



en dissimuler la létalité. On devrait par exemple avoir pris conscience, après les conflits en Somalie, au Rwanda et en Irak, des répercussions toujours négatives de la vente d'armes à des pays instables ou en conflit ouvert ; l'inconvenance d'envoyer dans ce cas des troupes de différents pays qui bien que mandatées par les Nations Unies interviennent souvent en fonction de critères et d'intérêts strictement nationaux ; l'impossibilité de pacifier des situations conflictives si l'on ne tient pas assez compte des caractéristiques sociales et culturelles des sociétés victimes de l'intervention ;

l'insuffisance de l'action humanitaire urgente si elle n'est pas accompagnée de mesures politiques qui permettent de diriger la situation vers des voies nouvelles ; l'insuffisante considération envers les droits de l'homme dans les opérations de paix ; la nécessité de protéger et de soutenir les gens réfugiés ou déplacés, etc. Malheureusement, les leçons ne s'apprennent pas facilement et les erreurs sont répétées fréquemment. Pour sortir du cul-de-sac actuel concernant la prévention et le règlement des conflits, il faudra améliorer et renforcer l'action des organismes de tout le système des Nations Unies et promouvoir l'intérêt de l'opinion publique de tous les pays pour les thèmes internationaux. Les médias et les centres de décision politique des États ont sur ce point une grande responsabilité : il s'agit exactement de susciter des opinions publiques responsables et compromises dans la résolution des conflits, et plus particulièrement à leur prévention, tout en agissant sur leurs causes. □

VICENÇ FISAS CHERCHEUR DU CENTRE UNESCO DE CATALOGNE SPÉCIALISTE DU DÉARMEMENT